

Dossier n° : 27385965
Démarche : Demande de dérogation à la protection des espèces :
RANACULTURE - campagne 2026
Organisme : DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Ce dossier est **en instruction**.

Historique

Déposé le : 27 octobre 25 15:00
En instruction le : 24 novembre 25 00:00

Identité du demandeur

Email : nedber21110@gmail.com
Civilité : M.
Nom : BERNARD
Prénom : EMMANUEL

Formulaire

Notice d'aide au remplissage

Consultez ce document pour vous aider à compléter la demande au fur et à mesure.

1. Nature de la demande

Vocation de la demande

Commerciale

Type de demande

- première demande

2. Demandeur

Le demandeur est une personne morale (entreprise)

Oui

SIRET du demandeur

SIRET : 48048123300082

SIRET du siège social : 48048123300074

Dénomination : RANACULTURE DE LA SERRE - OFFLANGES
Forme juridique : Entrepreneur individuel
Libellé NAF : Aquaculture en eau douce
Code NAF : 03.22Z
Date de création : 17 janvier 2005
État administratif : en activité
Effectif (ISPF) : Unités non employeuses (pas de salarié au cours de l'année de référence et pas d'effectif au 31/12).
Code effectif : NN
Adresse :
BERNARD EMMANUEL

39290 OFFLANGES
FRANCE

Raison sociale du demandeur

RANACULTURE DE LA SERRE

Groupement de personnes

Non

Nom du demandeur

BERNARD

Prénom du demandeur

EMMANUEL

Adresse du demandeur

20 Rue de la Cure 21130 Champdôtre

Code INSEE :

21138

Code Postal :

21130

Département :

21 – Côte-d'Or

Téléphone du demandeur

06 76 85 94 35

Participants

MARCHAND Nicolas

3. Zone de prélèvement des grenouilles

Que faire si vous avez plus d'une zone de prélèvement

zone de prélèvement :

Les plans d'eau sur une ou plusieurs parcelles cadastrales ou sur des parcelles contiguës sont considérés comme une même zone de prélèvement (consulter la notice d'aide au remplissage).

Le demandeur complète ce formulaire avec les données relatives à une zone de prélèvement.

Pour chaque zone de prélèvement supplémentaire, le demandeur remplit une nouvelle demande.

Nombre de plan (s) d'eau de la zone

2

Le propriétaire de la zone de prélèvement est le demandeur

Non

Le propriétaire est une personne morale

Oui

SIRET du propriétaire

SIRET : 48048123300082

SIRET du siège social : 48048123300074

Dénomination : RANACULTURE DE LA SERRE - OFFLANGES

Forme juridique : Entrepreneur individuel

Libellé NAF : Aquaculture en eau douce

Code NAF : 03.22Z

Date de création : 17 janvier 2005

État administratif : en activité

Effectif (ISPF) : Unités non employeuses (pas de salarié au cours de l'année de référence et pas d'effectif au 31/12).

Code effectif : NN

Adresse :
BERNARD EMMANUEL

39290 OFFLANGES
FRANCE

Raison sociale du propriétaire

SCI

Nom du propriétaire

SCI DE LA SERRE

Prénom du propriétaire

BERNARD Emmanuel

Commune de la zone de prélèvement

Offlanges (39290)

Code Postal :

39290

Département :

39 – Jura

Références cadastrales de la zone de prélèvement

ZE 97 - ZE 98 - ZE 99 - ZE 100 - ZD 115

Outil cartographique

- sélectionnez le site de pêche en tapant l'adresse dans la fenêtre de recherche,
- avec l'outil "Ajouter un point", en haut à gauche du cadre, sélectionnez chaque plan d'eau en un clic,
- utilisez l'outil flèche pour sélectionner la ou les parcelles cadastrales,
- vérifiez en dessous de la carte, la cohérence des numéros des parcelles cadastrales ; elles apparaissent automatiquement.

(Consulter la notice d'aide au remplissage)

Cartographie

- Parcelle n° 99 - Feuille 000 ZE - 4462 m² – commune 39392
Etang 1
- Parcelle n° 115 - Feuille 000 ZD - 3700 m² – commune 39392
Etang 2
- Parcelle n° 100 - Feuille 000 ZE - 4430 m² – commune 39392
- Parcelle n° 98 - Feuille 000 ZE - 1889 m² – commune 39392
- Parcelle n° 97 - Feuille 000 ZE - 567 m² – commune 39392

Carte de localisation de la zone de prélèvement**Surface en m²**

15 048

Pisciculture

Non

Plan d'eau en eaux closes ou en eau libre

eau close

4. Prélèvement souhaité**Effectif du prélèvement souhaité**

15 000

5. Installations de stockage

Stockage des grenouilles à l'adresse du demandeur

Oui

Complément d'information pour le stockage

stockées dans des viviers

6. Installation d'abattage

Abattage des grenouilles à l'adresse du demandeur

Non

Personne morale pour l'abattage

Non

Nom pour l'abattage

pas d'abattage

Prénom pour l'abattage

pas d'abattage

Adresse pour l'abattage

20 Rue de la Cure 21130 Champdôtre

Code INSEE :

21138

Code Postal :

21130

Département :

21 – Côte-d'Or

complément d'information pour l'abattage

Non communiqué

7. Historique de prélèvement

Historique

Registres de pêche sur les 3 dernières années .

En cas d'absence de pêche sur une ou plusieurs campagnes ou de première demande (si historique non connu), indiquer 0.

Année 2025

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2025)

0

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2025)

0

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2025)

0

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2025)

0

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2025)

0

Année 2024

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2024)

0

Année 2023

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2023)

0

8. Environnement de la zone de prélèvement

Habitats présents à proximité du site de pêche

- forêt de feuillus,, - zone humide (terrain pouvant être gorgé d'eau de façon permanente ou temporaire),, - cours d'eau,

Présence d'une route passante à proximité

Non

Présence de poissons

Oui

Présence d'amphibiens autres que la grenouille rousse

Crapaud commun, Grenouille verte

Nature des berges

Berges naturelles

pente des berges

Oui

Mode de capture

Nasse

9. Elevage des têtards et des petites grenouilles**Localisation de l'élevage des têtards et petites grenouilles**

pas d'élevage

Précisions

Non communiqué

Nourissage des têtards

Non

Dispositif de protection contre les prédateurs

Non

Installations de pontes

Pas d'installation (uniquement pour les demandes à vocation non-commerciale)

Bassins de stockage des grenouilles vivantes nécessaires à l'inventaire de la population dans le cas d'une première demande

Bassins de stockage des grenouilles vivantes nécessaires à l'inventaire de la population dans le cas d'une première demande

Dans le cadre d'une première demande l'Administration pourra requérir un inventaire des populations de grenouilles rousses et, le cas échéant, des autres espèces protégées présentes.

10. Informations complémentaires**Remarques**

Non communiqué

Pièce complémentaire**11. Engagement****Engagement**

Oui

Annotations privées**quota attribué**

Non communiqué

Remarques

Non communiqué

carte

Messagerie

Email automatique, 27 octobre 25 15:00

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 27385965 a bien été reçu]M. BERNARD, La DREAL Bourgogne-Franche-Comté vous confirme la bonne réception de votre dossier n° 27385965. À tout moment, vous pouvez consulter votre dossier et les éventuels messages de l'administration à cette adresse :

<https://demarches.numerique.gouv.fr/dossiers/27385965> Un e-mail vous sera transmis au moment de la prise en charge de ce dernier par un instructeur. Nous vous prions d'agréer, M. BERNARD, l'expression de nos salutations distinguées. DREAL Bourgogne-Franche-Comté Service BEP5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON CEDEX

sarah.plassard, 04 novembre 25 13:35

Bonjour, vous indiquez 6 Références cadastrales : ZE 97 - ZE 98 - ZE 99 - ZE 100 - ZE 101 - ZE 115

mais sur le plan vous n'indiquez que 2 parcelles :

Parcelle n° 99 - Feuille 000 ZE

Parcelle n° 115 - Feuille 000 ZD

Ceci est incohérent, veuillez rectifier rapidement sans quoi nous ne pourrions traiter votre demande.

sarah.plassard, 14 novembre 25 09:33

Bonjour ce n'est toujours pas bon au niveau des parcelles : vous indiquez ZE 115 en ref CADASTRAL et sur le plan ZD 115

nedber21110@gmail.com, 16 novembre 25 18:02

Bonjour,

Il s'agit bien de la parcelle ZE 115 mais je ne parviens pas à faire la modification sur le dossier.

J'essaierai de vous joindre par téléphone.

Merci par avance.

Email automatique, 17 novembre 25 10:49

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 27385965 va être instruit]M. BERNARD, Nous accusons réception de votre dossier n° 27385965. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision : par l'intéressé, dans un délai de deux mois. par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. BERNARD, l'expression de nos salutations distinguées.DREAL Bourgogne-Franche-Comté5 voie Gisèle HalimiBP 31269 25005 BESANCON CEDEX

sarah.plassard, 17 novembre 25 10:50

Bonjour, je vous ai repassé en construction afin que vous puissiez faire la modification, le dossier doit être finaliser avant la fin du mois

Email automatique, 24 novembre 25 00:00

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 27385965 va être instruit]M. BERNARD, Nous accusons réception de votre dossier n° 27385965. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision : par l'intéressé, dans un délai de deux mois. par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. BERNARD, l'expression de nos salutations distinguées.DREAL Bourgogne-Franche-Comté5 voie Gisèle HalimiBP 31269 25005 BESANCON CEDEX